Document généré le 16 avr. 2024 21:13

Ciné-Bulles
Le cinéma d'auteur avant tout

Éditorial
Sauve qui peut (la culture)!

André Lavoie

Volume 13, numéro 1, hiver 1994

URI : https://id.erudit.org/iderudit/33922ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association des cinémas parallèles du Québec

ISSN

0820-8921 (imprimé)
1923-3221 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Lavoie, A. (1994). Éditorial : sauve qui peut (la culture)! *Ciné-Bulles*, *13*(1), 2–3.

Tous droits réservés © Association des cinémas parallèles du Québec, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Sauve qui peut (la culture)!

par André Lavoie

À la soirée d'ouverture du Festival of Festivals de Toronto en septembre dernier, Kim Campbell, première ministre du Canada jusqu'à nouvel ordre, s'est avancée sur la scène du magnifique Elgin Theatre pour prononcer une allocution improvisée sur son attachement à la culture canadienne et son amour du cinéma. Les propos de Campbell se voulaient rassurants pour un public composé en bonne partie de l'establishment et de la *big business* de la métropole canadienne, encore secoué par les effets dévastateurs de l'électrochoc néo-libéral de Bob Rae et Brian Mulroney. Comme partout ailleurs, Toronto a largement fait les frais du marasme économique savamment entretenu par nos gouvernements, et le milieu cinématographique canadien cherche encore le véritable remède pour éviter l'asphyxie totale. Voilà pourquoi Kim Campbell a adopté une fois de plus le ton décontracté et quelque peu infantilisant qui a caractérisé l'ensemble de sa tournée dans les *barbecues* du pays, question de désamorcer la grogne généralisée «d'un océan à l'autre». L'accueil fut courtois, véritable trève à l'intérieur d'une campagne électorale où la finesse des propos et la sincérité des engagements n'ont pu, une fois de plus, être au rendez-vous, tradition canadienne oblige.

Ce discours, aussi inattendu et rafraîchissant soit-il, ne cristallise pas une réelle volonté de placer la culture au cœur de ce vaste espace dépeuplé, à la limite de l'abstrait, qu'est le Canada. Tout au plus, il symbolise notre affection, qui n'a rien de viscérale, pour les créateurs d'ici, jugés, dans leur ensemble, talentueux et pleins de promesses, mais vite qualifiés de génies ou de ratés si la sanction d'instances étrangères — surtout européennes, parfois américaines — va dans un sens ou dans l'autre. On applaudit au formidable retentissement de films comme **Jésus de Montréal** de Denys Arcand ou **Dead Ringers** de David Cronenberg, au succès populaire de séries télévisées comme ***les Filles de Caleb*** en France ou ***Street Legal*** en Israël, mais que serait tout cela sans l'indispensable soutien de l'État? Et avant de conquérir le monde, encore faut-il que les créateurs bénéficient d'un certain appui «local», venant à la fois des gouvernements et du public. Ce qui est loin d'être le cas en ce moment.

Le cinéma canadien ne bénéficie pas du préjugé favorable accordé au cinéma américain; on le juge à la pièce, au cas par cas, voyant le succès d'un film comme une erreur de parcours et son échec commercial et/ou artistique comme une conséquence inéluctable. Cet état d'esprit, lui aussi typiquement canadien, se reflète dans l'attitude du public, qui considère son cinéma avec un mélange de scepticisme et de fierté retenue — chaque succès semble inexplicable, pour lui comme pour les cinéastes. Même sentiment chez les fonctionnaires chargés d'appliquer tant bien que mal les directives nébuleuses de nos élus.

La classe politique n'est certes pas l'unique source de tous les maux qui accablent l'industrie cinématographique mais elle n'en demeure pas moins celle qui donne ou l'impulsion, ou l'arrêt de mort à bon nombre de secteurs de l'économie. Croire, bien naïvement, comme Ronald Reagan tout au long de son triste règne à la Maison-Blanche, que seules les lois du marché devraient régir l'ensemble de l'activité économique et ses multiples composantes, que ce soit en matière de santé, d'éducation ou d'emploi, relève, au Canada encore plus qu'aux États-Unis, d'un véritable non-sens dont on commence à peine à voir l'étendue des dégâts. Dans le secteur culturel, ce laisser-aller dont rêvent bien des *tories* ne peut se faire qu'au mépris de la population et des institutions. Ce pays à l'identité fragile et fragmentée, soumis à l'impérialisme et aux moindres secousses de ses voisins et partenaires, que lui reste-t-il sinon un certain dynamisme culturel et intellectuel pour préserver les maigres acquis du passé et conserver un semblant d'optimisme pour l'avenir?

Voilà ce que ne veulent pas comprendre nos élus-banquiers qui se servent de la culture comme un alibi — voir Kim Campbell au Festival of Festivals — ou la considèrent comme cette éternelle «bébelle à Lapalme» que l'on traîne tel un boulet à chaque nouveau budget et qui écope en premier lorsque les temps sont durs. Entre ces deux extrêmes, on retrouve bien sûr quelques notoires exceptions qui tranchent sur cette indifférence généralisée. Du temps où il

«Comme je crois que l'intelligence consiste à se poser des questions, à douter, je ne parle publiquement de ce que je connais très bien. Et ce que je connais, c'est la culture. C'est d'ailleurs à partir de ce domaine que je juge un gouvernement. S'il ne fait rien de valable en matière culturelle, il n'y a pas de raison pour qu'il soit plus efficace en d'autres secteurs... »
(Propos de Denys Arcand tiré de ***la Vraie Nature du cinéaste*** *de Michel Coulombe, Montréal, Éditions Boréal, 1993, p. 103)*

était ministre des communications à Ottawa, Marcel Masse se prenait ni plus ni moins pour Jack Lang et distribuait à tout vent des subventions aussi généreuses que partisanes, le tout dans une belle incohérence et sans vision à long terme. Les luxueuses coquilles vides que sont devenus nos musées «nationaux» ne sont qu'un exemple parmi d'autres. À Québec, prenant tout le monde par surprise et surtout le Parti québécois, le «parti des artistes», Liza Frulla-Hébert, la ministre libérale de la culture «qui lance et compte», crée le Conseil des arts et des lettres et impose ses vues à des collègues qui voudraient bien sabrer quelques millions supplémentaires dans un secteur jugé «mou». Mais en attendant que la Société générale des industries culturelles, décriée de tous, et l'Institut québécois du cinéma, qui ne rêve que de se saborder, se fondent en un Centre national du cinéma et de la télévision, il faudra s'armer de patience. Rien de plus difficile que de déloger de bons et loyaux fonctionnaires...

Mais suffit-il de jongler avec les millions, de modifier les structures, pour favoriser l'épanouissement d'une culture, d'une cinématographie? S'il n'en tenait qu'à cela, le Canada serait sûrement devenu champion poids lourd dans cette catégorie. Mais voilà, une certaine cohérence et un minimum de foi en la chose apparaissent comme des ingrédients indispensables à toute réelle volonté politique de faire de la culture un véritable «service essentiel».

Et cette foi, si jamais elle fut réellement présente chez les politiciens de toutes allégeances — bon nombre d'entre eux ressemblent davantage à mon gérant de banque qu'à Vaclav Havel — se trouve fort malmenée par les temps qui courent où l'élimination de la dette nationale est devenue le nouveau symbole unificateur de ce pays.

Devant l'urgence du problème et l'éternelle obsession de séduire à la fois un électorat capricieux et des lobbyistes tenaces, nos gouvernements coupent d'abord dans ce qu'ils appellent le superflu. C'est pourquoi le budget de l'Office national du film se retrouve amputé de 1 millions de dollars cette année, celui du Conseil des arts du Canada de 8,7 millions et pourquoi les fonds de Téléfilm Canada, pour l'année 1993-1994, seront coupés de 12 millions. Tout cela dans le but d'assurer la croissance globale d'une économie qui ne peut accepter de voir un État endetté jusqu'à sa dernière chemise. Totalement conditionnée par le court terme, croyant qu'un mandat de quatre ans équivaut à un règne, pressée de faire sa marque à n'importe quel prix, la classe dirigeante croit bien faire en sabrant dans la culture et en rêvant qu'un jour peut-être les livres, les disques, les films et les réseaux de télévision se financeront d'eux-mêmes... comme aux États-Unis.

C'est oublier un peu vite que nos voisins du sud possèdent également un conseil des arts, le National Endowment for the Arts, qui appuie, avec des «fonds publics», un grand nombre d'artistes; que pour un succès au box-office, 10 films hollywoodiens s'écrasent et ne font pas leurs frais, etc. Et pourquoi toujours voir l'argent versé aux arts comme un investissement à perte? Une étude récente a démontré que les 8,7 millions retirés du Conseil des arts ne représentent, en bout de ligne, aucune économie *réelle* puisque ce retrait ne génère pas de nouveaux produits culturels «taxables» et entraîne une augmentation de coûts du côté des programmes sociaux.

Il faut donc maintenant se résigner à parler le seul langage que les politiciens canadiens peuvent saisir pour les rendre sensibles aux difficultés que traverse tout le secteur culturel et l'industrie cinématographique en particulier: le fric. Le sentiment patriotique vibre maintenant au rythme du tiroir-caisse. C'est d'ailleurs ce qu'a compris le Regroupement du cinéma et de la télévision, véritable front commun qui, en août dernier, a démontré, chiffres et tableaux à l'appui, que ce secteur était créateur d'emploi, profitable pour l'ensemble de l'économie à cause de ses retombées directes et indirectes, bref, que l'État «fait une bonne affaire» et ne doit plus se désengager comme il le fait actuellement.

Alors que l'on a longtemps considéré les «artisses» comme des gens sympathiques mais à qui on ne prête finalement que peu d'intérêt, ceux-ci commencent à laisser de côté leurs arguments poétiques sur l'identité nationale, la survie de la culture québécoise francophone et le danger de l'impérialisme américain. Pour être pris au sérieux dans ce pays, il faut inévitablement adopter la langue de bois des comptables; presque dix ans de médecine conservatrice à Ottawa et libérale à Québec ont rendu caduque toute autre forme de discours. Pendant que s'agitent les calculatrices, les longs métrages produits au Québec se comptent sur les doigts d'une seule main, la détérioration des réseaux publics de télévision se fait chaque année plus grande pendant que s'accentue la mainmise américaine sur le réseau des salles de cinéma. Et pourquoi pas une commission parlementaire pour trouver des solutions? Plus cela change... ■

Le Regroupement du cinéma et de la télévision est composé de cinq associations: l'Association des producteurs de films et de télévision du Québec (A.P.F.T.Q.), l'Association québécoise des réalisateurs et réalisatrices de cinéma et de télévision (A.Q.R.R.C.T.), la Société des auteurs, recherchistes, documentalistes et compositeurs (SARDeC), le Syndicat des techniciennes et techniciens du cinéma et vidéo du Québec (S.T.C.V.Q.) et l'Union des Artistes (U.D.A.).